UN NUMERO 10 C.

LE

PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DE LYON.

On s'abonne à LYON, au Bureau du Journal, place de la Préfecture, 15; à PARIS, chez M. LAFONTAINE et C^o, rue Notre-Dame-des-Victoires, 45, et chez M. DUBOIS, rue de la Harpe, 101.

(Les Abonnements et les Annonces se paient d'avance.)

Le *Peuple Souverain* paraît tous les jours, excepté le Dimanche, et donne des nouvelles de la France avant les journaux de Paris.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration du *Peuple Souverain*, doit être adressé au Directeur-Gérant.

Prix de l'Abonnement :

	Trois mois	Six mois	En an.
LYON,	8 fr. 50 c.	16 fr.	50 fr.
DÉPARTEMENTS, 12		24	40

ANNONCES, 25 c. — RÉCLAMES, 40 c.

Sommaire.

Rapport du citoyen Bauchart. — Appréciation des élections municipales. — Réunions légitimistes. — Un mot sur l'Italie. — Circulaire du citoyen Sénard. — Commission de l'Assemblée. — Nouvelles d'Italie. — Correspondance particulière du *Peuple Souverain*. — Assemblée nationale : fin de la séance du 5 août. — Elections municipales de la Guillotière. — Chronique locale. — Commission pour l'organisation du travail : séance du 16 juillet. — Allemagne. — Angleterre. — Nouvelles diverses. — Feuilleton : la Fille de Cromwell.

Lyon, le 8 août 1848.

Rapport du citoyen Bauchart.

Les élections municipales ont absorbé pendant quelques jours toute notre attention et nous ont fait retarder jusqu'ici nos observations au sujet du rapport de la commission d'enquête sur les événements du 15 mai et des 23, 24, 25 et 26 juin.

Ce rapport, ainsi que nous l'avons dit dès le premier jour, semblerait être un réquisitoire haineux contre les révolutionnaires de février. Ce n'est pas cela que voulait l'Assemblée nationale, nous en sommes certains. Rechercher les causes qui ont amené les scènes de désordre, de meurtre et d'anarchie que nous regrettons tous, trouver les moyens d'en prévenir le retour; voir quelle part l'ignorance, le crime, la misère, l'intrigue ou les partis ont prise à ce drame sanglant, déterminer le remède à appliquer sur les plaies de la société fortement atteinte par nos discordes intestines; voilà, selon nous, quelle était la mission que la constituante entendait confier à la commission choisie dans son sein.

Est-ce bien là la marche suivie par le président Odilon-Barrot et ses collègues? Non. Il semblerait qu'ils se fassent dit dès le principe : « Ce sont les chefs du mouvement de février qui sont les vrais coupables; nous le savons; que toutes nos investigations tendent à le prouver. » Et partant de ce principe, on aurait réuni en une seule et

même liasse tous les bruits de portières, les on-dit de buvette, les confidences de coulisses, et ce serait sur des preuves aussi vagues que l'on aurait rédigé un rapport tendant à vouer à la colère, à l'indignation de l'Assemblée nationale, de la France entière, quatre ou cinq citoyens revêtus d'un caractère inviolable, qui commandait, il nous semble, un peu plus de ménagement, de délicatesse, de prudence.

Les passions aveuglent les esprits les plus clairvoyants d'ordinaire, et font commettre des fautes irréparables aux âmes les mieux trempées. Ce fatal rapport est, ainsi que le disent tous les journaux de Paris et des provinces, un brandon de discorde jeté au milieu de l'Assemblée au moment où chacun réclame la fraternité et l'oubli du passé.

Le jour se fera bientôt, nous l'espérons. La réponse énergique et pleine de conviction du citoyen Ledru-Rollin a déjà fait sur la chambre une impression favorable. Elle ne se laissera pas entraîner à la légèreté sur cette pente fatale où le moindre faux pas pourrait causer des maux incalculables à la patrie; elle saura distinguer ce qu'il y a de vrai ou de hasardé dans les pièces qui vont être soumises à son examen. Elle entendra la justification de ceux de ses collègues si imprudemment mis en état d'accusation, et nous espérons que la réhabilitation sera complète, éclatante et digne en tous points de ce que nous sommes en droit d'attendre des représentants d'une grande nation. Elle ne renouvellera pas en 1848 les scandales de l'ancienne Convention, qui ont fait déconsidérer la France de tous ses voisins.

Que l'on n'oublie pas que cette Assemblée, si grande, si magnanime avant le 9 thermidor, a perdu tout son prestige, toute sa dignité, toute son influence, du jour où elle s'est lancée dans la fausse route que le rapport Bauchart tenterait à faire prendre à la représentation nationale de 1848.

Appréciation des élections municipales.

Chacun des journaux de la localité envisage le résultat des élections municipales de Lyon à son point de vue.

L'Union Nationale les trouve mauvaises, très-mauvaises. Cette feuille, qui croyait les idées légitimistes en voie de progrès, s'aperçoit avec peine que la République gagne du terrain chaque jour. Attendons quelques mois encore et le triomphe de la démocratie sera complet.

Le Salut public jette aussi le cri d'alarme. Griaud au conseil! s'écrie-t-il. Comprenez-vous, enfin?

Le Courrier prend, comme toujours, son parti en brave; il est le partisan quand même des faits accomplis.

Il cherche cependant à pallier sa défaite, en nous assurant sans rire que vingt-huit des conseillers nommés sont avec lui et partagent ses idées.

La Liberté voudrait mieux; mais elle imite quelque peu le Courrier dans sa réserve. Elle subit la loi du vainqueur. Tout chez elle va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Le Censeur se tait. Le comité du quai de Retz a échoué. On a nommé Griaud et évincé le citoyen Chipier. Quelle douleur! Pourquoi le Censeur ne revient-il pas franchement se ranger sous notre drapeau? Les républicains sont des hommes, et, entre hommes de cœur, il y a toujours moyen de s'entendre.

Réunions légitimistes.

Des réunions ont lieu chez un légitimiste bien connu de notre ville, qui a sacrifié une belle fortune pour la cause qu'il défend. Le but de ces conciliabules n'est pas seulement de s'occuper des élections, de faire force discours monarchiques ou de se procurer de nouveaux adeptes. Ces assemblées ont été instituées aussi pour combiner des associations d'ouvriers, d'après le plan indiqué dans un programme rendu public; il est très-probable qu'on ne dit pas le dernier mot du programme, car

Feuilleton du Peuple Souverain.

LA FILLE DE CROMWELL.

(PROLOGUE.)

I.

Henriette de France, accompagnée d'une abbesse carmélite et de douze prêtres de la congrégation de l'Oratoire, fit son entrée dans la ville de Londres, le 11 mai 1625.

Charles Ier commençait son règne. Il était aisé de prévoir qu'un mariage catholique allait fournir un aliment de plus au mécontentement du peuple, et le singulier cortège choisi par Henriette ne pouvait manquer d'indisposer contre elle la secte des puritains.

A cette époque, deux étudiants suivaient ensemble les cours de l'Université de Lincoln's-Inn. L'un, nommé Harrison, logeait chez son père; l'autre, Olivier Cromwell, partageait la chambre de son ami.

Olivier s'occupait médiocrement de l'étude des lois et beaucoup de ses plaisirs.

C'était un joyeux camarade, grand amateur de claret, très-habile surtout à se mettre à la piste des aventures amoureuses, ce qui lui occasionnait par intervalle certaines querelles où la dague ne pouvait demeurer oisive dans le fourreau.

Tout-à-coup, ce jeune homme s'agit, si franc, si ouvert, devint froid, rêveur, taciturne. Il se rasa les cheveux et prit des vêtements de couleur sombre. En vain le questionnait-on pour connaître la cause du changement qui s'opérait dans son caractère et ses habitudes; Olivier cherchait des faux-fuyants et reculait devant une confidence. Parfois même, à ses manières brusques, à son langage énigmatique, ses amis soupçonnèrent un dérangement dans ses facultés morales.

Son étrange conduite, le jour de l'entrée du cortège, n'était pas de nature à rassurer Harrison à cet égard.

Un régiment d'archers écossais, aux taniques bariolées, ouvrait la marche triomphale de la jeune princesse qui venait prendre place sur le trône de la Grande-Bretagne.

Henriette montait une haquenée blanche, caparçonnée de drap d'or. Elle souriait à la troupe des seigneurs venus à sa rencontre,

et dont le costume éblouissant formait un bizarre contraste avec la robe grise des prêtres de l'Oratoire.

Ceux-ci paraissaient respirer péniblement au milieu de l'atmosphère de luxe qui les entourait.

La fiancée royale, s'apercevant de cette disposition chagrine, retint aussitôt la bride à sa haquenée. Puis elle dit aux lords de prendre l'avance et de la laisser en compagnie de l'abbesse et des oratoriens.

Remarqué des curieux, ce mouvement fut interprété comme un témoignage public d'estime pour les catholiques et de mépris pour la religion dominante du royaume.

De sourdes rumeurs grondèrent dans la foule. Bientôt une voix retentissante, dominant tous les murmures, fit entendre ce cri séditieux :

— Honte et damnation sur l'étrangère!

En même temps, un homme s'élança vers Henriette.

Présent à cette scène, Harrison frissonna de terreur; car, dans celui qui saisissait effrontément la bride du cheval de la princesse, il venait de reconnaître son compagnon d'études.

Le feu de la colère et du fanatisme éclatait sur le visage d'Olivier.

— Souffrirez-vous, cria-t-il à la multitude, que la fille des Madiantilles vienne profaner la terre des saints de son odieuse présence? Aveuglé par des charmes perfides, le Stuart persécutera nos frères, et les échafauds se dresseront autour de nous. Les fureurs sanglantes du papisme se rallumeront au souffle de cette femme. Avec elle, Satan veut reconquérir le royaume... Chassez, chassez l'impie!

Ces paroles trouvèrent parmi les puritains un écho formidable. On cria de tous côtés :

— A mort, la papiste! à la Tamise, la Française!

Devant ces mille voix de la révolte qui hurlaient à ses oreilles, Henriette éperdue, ne songeait pas même à fuir et regardait avec épouvante le jeune étudiant, dont le discours avait excité contre elle cette tempête populaire.

Chaque seconde accroissait le péril, et déjà la foule resserait autour de la future reine son cercle menaçant. Mais les seigneurs qui s'étaient écartés, revenant aussitôt l'épée haute, se précipitèrent au milieu de l'émeute. Soutenus par les archers, ils dégagèrent Henriette en un clin d'œil.

L'auteur de ce désordre eut l'adresse de se glisser sous les pieds des chevaux et de se dissimuler à la faveur du tumulte. Cette incroyable tentative n'eut pas d'autres suites. Le cortège se remit en marche et se dirigea du côté de Whitehall.

— Ce soir... à minuit... près de la poterne de la Tour, qui donne sur le fleuve!

Pressé de se soustraire à tous les regards, Olivier n'attendit pas de réponse à cette phrase rapide, jetée à l'oreille de son ami.

Le jour s'écoula trop lentement au gré de l'impatience de Harrison. Il brûlait de savoir pourquoi l'étudiant avait joué sa tête en attaquant la princesse que Charles Ier venait de choisir pour sa compagne.

A l'heure dite, il se trouvait au lieu du rendez-vous.

Grossi par des pluies récentes, le fleuve battait sourdement les flancs de granit de la Tour de Londres.

Harrison désespérait d'atteindre la poterne, lorsqu'il aperçut, à la clarté de la lune, un pont vacillant, au moyen duquel il put gagner une sorte de promontoire, que les flots laissaient entièrement à sec.

C'était là qu'Olivier l'attendait.

— Tu as des armes? demanda-t-il à Harrison?

Celui-ci, pour toute réponse, écarta son manteau. Le clair de lune laissa voir deux pistolets à sa ceinture et une dague à son côté.

— M'est-il permis toujours de compter sur toi comme sur un ami fidèle?

— Toujours.

— Songes-y bien, il s'agit de braver le cachot et la potence...

— Ne les braverais-tu pas pour moi?

Cromwell serra la main de son ami.

— Ecoute, lui dit-il, les mesures que j'ai prises nous sauveront de tout péril, je l'espère. Tu vois cette barque amarrée au rivage? elle attend la fille du lieutenant de la Tour.

— La belle Judith Lindsay, dit Harrison avec surprise, celle qui passe dans Londres pour le prestige de son sexe.

— Oui, n'est-ce pas, qu'elle est belle? On se damnerait avec joie pour un de ses sourires. Eh bien, la noble fille de lord Lindsay va fuir avec le pauvre et obscur étudiant de Lincoln's-Inn. Oh! tu me portes envie, tu me crois au comble de l'ivresse et du bonheur! Détrompe-toi; le bonheur n'est plus possible pour l'homme qui s'est avili à ses propres yeux, pour le lâche qui n'a pas la force d'arracher de son sein un indigne amour.

Harrison voulut le questionner, Cromwell ne lui en laissa pas le temps.

— Tu m'as vu tantôt, poursuivait-il, jeter l'insulte à la face de

les jésuites ne nous ont pas habitués à reconnaître en eux tant de franchise. Selon ce qui se dit, les ouvriers feraient des économies dont ils formeraient une masse ou capital, après quoi les patrons commanderaient l'association.

Messieurs de la congrégation, vous jouez à coup sûr et l'on vous reconnaît bien là : s'il y a des pertes, elles seront d'abord supportées par les ouvriers ; car il n'y a pas de doute que vous, qui savez si bien vous arranger, vous nommerez pour gérant un ouvrier qui apportera une mise de fonds égale aux économies. Nous ne pouvons croire que vous adoptiez franchement et sans arrière-pensée un système que vous avez tant de fois combattu et repoussé ; donc l'exploitation par le capital sera votre règle ; et pour les ouvriers, il n'y aura que la peine et fort peu ou point de bénéfices.

Ouvriers, ne vous laissez pas aveugler plus longtemps. Cessez de vous donner tant de peine pour former de ces réunions de dix, qui sont le noyau des mille et même des trente mille. (Ces dernières paroles ont été prononcées par le président de la réunion.)

L'Echo des Alpes maritimes, journal de Nice, s'élève contre l'isolement dans lequel on s'est efforcé de placer l'Italie, puisque la France n'aurait jamais pensé à étendre, comme l'Autriche, sa domination sur elle, et qu'en admettant une pression de sa part, elle n'aurait jamais eu lieu aux dépens de la liberté du peuple. Qui veut la fin veut les moyens, dit notre honorable confrère ; et cela est vrai, surtout dans la solution des questions nationales. Laissons-le parler, du reste.

« A la dernière extrémité, l'on s'est enfin décidé à demander l'intervention de la France, dans un moment où la République a besoin de toutes ses forces pour se garder elle-même. Il est plus que probable que si l'armée française eût été demandée il y a quatre mois, la sanglante émeute de juin n'aurait pas eu lieu, et l'Italie se trouverait libre et heureuse en ce moment. »

Les réflexions de l'Echo des Alpes maritimes sont nobles et justes ; elles ont déjà trouvé des sympathies dans la presse italienne. Le gouvernement républicain saura, nous l'espérons, concilier les exigences politiques avec les devoirs de l'humanité. La nationalité italienne ne doit être ni détruite, ni morcelée ; la République française ne saurait imiter les fautes de la monarchie de Louis XV.

Circulaire du citoyen Senard.

Le Moniteur d'aujourd'hui contient la circulaire suivante que le citoyen ministre de l'intérieur vient d'adresser à tous les préfets.

Le citoyen ministre désire que les élections nous donnent une magistrature paternelle ; nous le désirons autant que lui, et nous espérons bien que cette paternité n'aura rien de commun avec celle dont on nous a donné un échantillon à Rouen et ailleurs. Voici cette circulaire :

« Citoyen préfet, les élections municipales touchent partout à leur terme. Le moment est venu de vous occuper du choix des maires. J'appelle toute votre attention sur ce point important.

» Le décret de l'Assemblée nationale du 3 juillet ré-

serve au gouvernement la nomination des maires et adjoints dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département, et dans les communes où la population excède 6,000 âmes. Dans toutes les autres communes, la nomination appartient au conseil municipal.

» Ces derniers choix sont placés en dehors de votre action directe ; mais ils appellent de votre part une surveillance particulière ; l'art. 10 du décret vous conférant le droit de prononcer la suspension provisoire et de demander la révocation de maires ainsi élus.

» Je n'ai pas besoin de vous dire que ce droit ne doit être exercé qu'avec une grande réserve. N'hésitez cependant jamais à en user, s'il vous était démontré que le choix d'un conseil municipal s'est égaré sur un citoyen hostile à la République ou pouvant compromettre les intérêts publics ou communaux.

» Quant aux nominations que le décret attribue au gouvernement, il vous appartient, citoyen préfet, de les préparer par des représentations faites avec un soin qui réponde à l'importance que nous y attachons.

» Les maires sont à la fois les agents du pouvoir exécutif et les représentants des communes.

» Il faut qu'ils apportent un concours franc et dévoué à la marche générale de l'administration. Il faut que, dans l'exercice de la magistrature paternelle dont ils sont investis, ils commandent le respect et la confiance à leurs concitoyens.

» Ils doivent donc unir à un dévouement sincère à la République une probité sans tache et un caractère où la fermeté s'allie à l'esprit de conciliation.

» Nous avons fait la récente expérience de tout ce qui peut se produire d'irritations et de défiances au contact de commissions municipales instituées avec précipitation, et souvent en dehors des vœux et des besoins des populations.

» Ne négligeons rien pour donner aujourd'hui à nos communes des administrateurs qui rallient autour d'eux tous les bons citoyens, et qui s'unissent à nous de tous leurs efforts pour faire respecter l'ordre et exécuter les lois.

» C'est ainsi que nous constituerons une administration forte et vraiment républicaine, et que nous parviendrons à ranimer le crédit et la postérité publique, en offrant partout au pays des éléments sérieux de confiance et de sécurité.

» Salut et fraternité.

J. SENARD.

Commissions de l'Assemblée.

La commission de constitution a terminé hier son travail en commun avec les délégués des bureaux. Parmi les articles du projet définitif de constitution contre lesquels la majorité des bureaux s'est prononcée, se trouve l'article qui interdit le remplacement.

La commission se réunira aujourd'hui pour s'occuper de la rédaction définitive de son projet de constitution, qu'elle soumettra de nouveau la semaine prochaine à l'Assemblée.

Nouvelles d'Italie.

Le quartier général de S. M. se trouve à Lodi ; il n'y a pas eu d'autres combats. L'armée occupe la ligne entre Lodi et Plaisance.

Le Roi est continuellement à cheval pour inspecter les

vivante et déshonorée !

Judith, en dispersant au bord de la Tamise plusieurs des objets faisant partie de sa toilette avait voulu laisser croire aux apparences d'un suicide.

On avait déjà gagné le milieu du fleuve.

Un vent léger soulevait de petites vagues que la lune réfléchissait de ses rayons argentés, et la barque glissait comme une hirondelle à la surface du courant.

Cromwell était triste et silencieux.

Le jeune rameur examinait la fille du lord, attendant qu'elle prit la parole, afin de juger des relations mystérieuses qui existaient entre elle et l'étudiant.

— Olivier, dit-elle enfin, vous avez dû me trouver impitoyable ; mais c'était une épreuve à laquelle je voulais soumettre votre affection, et puisque nous allons nous séparer, peut-être pour de longs jours...

— Nous séparer, Judith... après les paroles que je viens d'entendre... oh ! c'est impossible !

— Il le faut ! dit-elle avec un accent impérieux.

Olivier baissa la tête.

— Mon ami, continua la jeune fille, en prenant une inflexion de voix plus douce, pardonnez-moi d'avoir ainsi mis au creuset votre dévouement et votre amour. L'aveu que je vais vous faire devra me permettre à plus juste titre de vous donner des ordres, et de vous associer à ma vengeance. Olivier, je vous aime !

Elle arrêta ses beaux yeux, humides de tendresse, sur Cromwell, qui se croyait l'objet d'un songe.

— Ce matin, reprit-elle, si vous aviez réussi à chasser Henriette de France, et si le prince était venu me proposer de partager le trône, vous m'auriez vue repousser ses offres, vous m'auriez entendu lui répondre en face : « Sire, je vous trouve aussi vil et méprisable que Cromwell me semble noble et généreux. »

Il serait difficile de peindre l'effet de cette déclaration sur le pauvre étudiant.

Toutes les joies qu'il désespérait d'obtenir, tout le bonheur qu'il croyait avoir perdu lui revenaient à la fois et lui bouleversaient l'âme. Il passait sans transition des ténèbres à la lumière, du désespoir à l'espérance.

Pendant quelques minutes, il resta sans mouvement et sans voix.

Enfin, des sanglots pressés s'exhalèrent de sa poitrine. Il tomba aux genoux de sa noble amante, lui prit les mains, les couvrit de ses baisers et les arrosa de ses pleurs.

divers corps. Les soldats reprennent courage et se préparent à attaquer l'ennemi. (Gazette Piémontaise.)

Par estafette arrivée le 5, à midi, à Turin.

Lodi, 2 août. — La cavalerie et l'artillerie sont presque intactes, les soldats de ces armes sont pleins d'ardeur. L'infanterie se réorganise avec promptitude, et après deux ou trois jours de repos, elle reprendra sa courageuse attitude.

Les bataillons de dépôt qui forment la seconde division de réserve ont été dirigés sur Pavie, d'où ils seront renforcés par les classes de réserve.

Le général Somma-Riva, qui commande la division d'Arvillard, s'est retiré sur Plaisance, pour défendre cette place et la rive droite du Pô.

Les généraux Chiodo et Rossi ont été envoyés dans les environs de Milan, afin de choisir une position convenable pour faire camper l'armée.

Hier un corps ennemi s'est présenté de front à Lodi, mais il a été bientôt repoussé. (Idem.)

Gènes, 1^{er} août. — Paul Litto, aide-de-camp de S. A. R. le duc de Savoie, nous donne des détails sur les conditions qu'imposait Radetzky à Charles-Albert. Le Roi avait demandé une trêve de 10 jours pour donner du repos à ses troupes, changer ses positions et traiter de la paix à l'expiration de ce terme. L'ennemi accédait à cette demande sous ces généreuses et légères conditions : 1^o l'armée piémontaise se retirera sur la ligne de l'Adda ; 2^o elle séparera entièrement sa cause de celle de la Vénétie ; 3^o elle cédera immédiatement Venise, Reggio, Modène, Parme et Plaisance.

Le Roi indigné a répondu à ces paroles : Que Radetzky sache qu'à de semblables conditions, l'armée piémontaise ne peut répondre que par des coups de canon.

BULLETIN DE LA GUERRE.

Milan, 2 août, 7 heures du matin. — Les nouvelles de la guerre sont graves. La ligne de l'Adda est attaquée. On a envoyé une députation au Roi pour connaître quelle direction il veut donner à l'armée et s'il peut défendre Milan. On fera connaître bientôt l'issue de cette démarche et la détermination prise.

(Les membres du comité de défense publique.)

Gènes, 3 août. — Hier les prisonniers autrichiens, auxquels Radetzky a envoyé une lettre et de l'argent, ont fait du bruit dans le lazareth. Ces hôtes dangereux devraient être transportés en Sardaigne. Leur présence ici est dangereuse dans les circonstances actuelles. Que le ministre y pourvoie.

— Hier on a arrêté à la Spezia trois jésuites qui se rendaient à Gènes sous un faux costume. (Concordia.)

Correspondance particulière du Peuple Souverain.

Paris, le 6 août 1848.

On annonçait positivement hier soir que le citoyen Senard, ministre de l'intérieur avait signé un arrêté par lequel l'interdiction établie sur 11 journaux depuis le 25 juin devait être levée. On assurait que cet arrêté devait être présenté le soir même à la signature du citoyen général Cavaignac, et publié ce matin dans le Moniteur.

Nous avons de bonnes raisons de croire que cette nouvelle était exacte quoique nous ne trouvions pas ce matin dans le Moniteur l'arrêté qui lève l'interdiction. Des empêchements matériels auraient seuls été cause que le ci-

— Je l'avais calomniée, mon Dieu ! s'écria-t-il. Je maudissais mon amour... Oh ! Judith, me pardonnerez-vous ?

Si quelqu'un doit s'humilier et demander grâce, répondit-elle avec une émotion profonde, n'est-ce pas l'imprudent qui s'est laissé prendre aux pièges du démon de l'orgueil ? N'est-ce pas l'insensée qu'un diadème a séduite ? La fille assez coupable pour confier à la parole d'un roi l'honneur des cheveux blancs de son père et la vicieuse gloire de sa race ? A présent, Cromwell, Judith Lindsay n'existe plus. Ne voyez en moi qu'une infortunée déçue de l'estime de tous, excepté de la vôtre, — du moins m'avez-vous permis de le croire. — Aussi je ne vivrai plus que pour vous et ma vengeance.

— Ordonnez-moi de lui percer le cœur, dit Olivier : vous serez obéie sur-le-champ, je vous l'affirme devant Dieu !

Judith rejeta sur ses épaules la cape qui lui couvrait la figure, et se mit à contempler l'étudiant avec une admiration sauvage.

— Tu me jures de le tuer ? dit-elle.

— Oui... sur les cendres de ma mère.

— Eh bien ! à mon tour, je jure d'être à toi, quand tu m'auras montré le cadavre de Stuart.

— Oh ! viens, viens ! s'écria Cromwell, regagnons la rive, courons à Whitehall...

— Non, dit Judith, mon amant ne doit pas descendre à l'œuvre impure d'assassin. Notre vengeance marchera de front avec celle des peuples, et notre union s'accomplira sur les ruines du trône. Olivier, retiens ma parole : si tu exécutes mes ordres, à l'heure même où je te les ferai transmettre, un jour tu seras roi !

Harrison ne put retenir un cri de surprise à cette étrange prophétie.

Seulement alors, Judith parut remarquer sa présence et tourna vers lui des yeux inquiets.

L'ami de Cromwell déposa la rame, plia le genou devant cette fille surprenante et l'assura de son dévouement jusqu'à la mort.

— Je l'accepte, répondit-elle.

En même temps, elle lui tendit sa main blanche avec la majesté d'une reine.

On commençait à dépasser les derniers édifices de Londres. Bientôt apparut le fanal auprès duquel Harrison devait arrêter la barque.

Eugène DE MIRECOURT.

(La suite à un prochain numéro.)

Henriette de France et provoquer un soulèvement contre elle. Jobéssais à la fille du lord, qui m'avait ordonné d'humilier sa rivale et de la faire chasser de Londres par le peuple. Le succès de cette révolte eût placé peut-être Judith sur le trône. J'ai tout osé pour réussir. Tu peux me rendre ce témoignage. Or, tu entendas tout à l'heure celle pour qui j'ai affronté le dernier supplice m'accabler de reproches, me prodiguer le mépris. Et moi, je me tairai, je courberai le front comme un esclave, je me trainerai suppliant à ses genoux pour obtenir d'elle un regard moins sévère... Lâche ! lâche !

Ces discours alarmèrent Harrison : il crut le cerveau de son ami complètement désorganisé.

Toutefois, il ne devait pas garder longtemps cette erreur.

Olivier le quitta pour s'approcher de la poterne. Il parut écouter attentivement pendant quelques minutes, puis il revint avec précipitation sur ses pas.

— La voici, dit-il à voix basse. Je sais que tu es excellent rameur. Détache la barque ; tu nous feras descendre la Tamise et tu t'arrêteras à une lieue au-dessous de Londres. Un fanal allumé sur la rive t'indiquera l'endroit où nous devons aborder. Quoi que tu puisses voir et entendre, silence ! et surtout pitié pour ma faiblesse. Un jour viendra, je te le jure, où tu connaîtras dans tous ses détails ma funeste histoire.

Comme il achevait de parler, la poterne s'ouvrit.

Une femme parut.

Son visage était couvert d'un voile. Elle portait un coffret assez lourd, qu'elle remit à Olivier. Puis elle arracha son voile, se dénouilla d'une partie de ses vêtements et les dispersa sur la rive. L'étudiant lui offrit en échange un plaid, dont elle rabattit la cape sur son visage et sous les larges plis duquel se cacha sa taille élégante.

Un instant après, elle sauta légèrement dans la barque.

Olivier s'assit auprès d'elle.

Harrison prit place à l'autre bout. D'un vigoureux coup de rame, il s'éloigna du bord.

Était-ce bien la fille du lieutenant de la Tour qui fuyait ainsi la demeure paternelle ? Le compaguon d'Olivier n'en douta plus lorsqu'il entendit Judith s'écrier, en jetant un dernier regard sur le sombre édifice :

— Adieu, séjour de deuil et d'angoisse ! Parmi les malheureux qui gémissent dans ton enceinte, on comptera demain un malheureux de plus. O mon père, tu ne m'aurais jamais pardonné ma honte ! Mieux vaut pour toi pleurer ta fille morte, que de la voir

toyen général Cavaignac n'ait pas encore signé cet arrêté et il est probable qu'il sera publié demain matin. Il paraît que le Représentant du peuple du citoyen Proudhon et la Vraie République du citoyen Thoré ne seraient pas compris dans cette levée d'interdiction.

— M. Oliman, envoyé extraordinaire du gouvernement Danois vient d'arriver à Paris chargé d'une mission particulière auprès de la République française.

— Un Ukase de l'empereur Nicolas vient d'ordonner la formation d'une armée imposante qui a reçu le nom spécial d'armée d'opération en Europe. Cette nouvelle force militaire se compose de six corps qui comprennent environ 400,000 hommes et 720 bouches à feu. Sur ce chiffre 120,000 hommes de troupes ordinaires et 60,000 hommes de la garde sont toujours disponibles et prêts au premier ordre à entrer en campagne.

— Le citoyen archevêque nommé de Paris est parti vendredi soir pour le Midi avec son cousin le citoyen abbé Sibour, représentant du peuple à qui l'Assemblée nationale a accordé un congé.

— Le journal l'Avenir national se dit autorisé à démentir la nouvelle du mariage de la citoyenne Dubochet avec le citoyen général Cavaignac.

— Les esprits sont toujours tenus en suspens par la question d'intervention en Italie. Cependant on croit généralement que les troupes françaises ne passeront pas la frontière, quoiqu'on ait pris les mesures nécessaires pour réformer l'armée d'observation des Alpes.

Il paraît que le cabinet de Londres, après être resté quelque temps impassible, refusant de prendre aucune mesure diplomatique pour rétablir la paix en Italie, s'est décidé enfin à écouter une proposition de notre cabinet, quand il a reconnu que les événements allaient rendre l'intervention française indispensable.

Ainsi, un ultimatum aurait été rédigé au nom de la France et de l'Angleterre, et devrait être envoyé à l'Autriche, à Charles-Albert et au gouvernement provisoire de la Lombardie. Il stipulerait que la Lombardie est définitivement réunie au Piémont, avec lequel il formera à l'avenir un état indépendant.

Mais, d'un autre côté, l'Autriche conserverait la Vénétie sous sa dépendance.

Dans le cas où le cabinet de Vienne refuserait d'accéder à cet ultimatum, un corps d'armée français de 60,000 hommes se joindrait à l'armée piémontaise, et les Anglais occuperaient momentanément Ancône et Civita-Vecchia.

On suit les errements du passé; on se partage les peuples comme un vil bétail. Ah! République, chère République!

— Le ministre de la guerre vient de décider que le buste en marche du général de Bourgon, tué dans les journées de juin, serait donné à la ville d'Angoulême, où le général est né le 26 novembre 1793.

— Le citoyen Coudchaux a appelé auprès de lui, dans la journée, les directeurs généraux des finances. Il leur a demandé tous les éléments d'un travail destiné à servir de base à son nouveau projet d'impôts, projet qui embrassera trois catégories différentes de matières imposables.

— Il paraît que la santé de l'honorable général Bedeau se trouve aujourd'hui dans un état assez satisfaisant, pour qu'il ait promis d'une manière formelle d'accepter le ministère de la guerre, pour le cas où le général Lamoricière, comme cela est décidé, viendrait à prendre le commandement en chef de l'armée des Alpes.

— On annonce la présentation prochaine, à l'Assemblée nationale, d'un projet de décret sur les octrois municipaux.

— Un détachement de Polonais est parti de Strasbourg pour rejoindre la légion polonaise, qui se bat en Italie contre les Autrichiens.

On publie une nouvelle fort étrange. On dit qu'on a tiré sur le citoyen Thiers, et qu'une personne qui était à côté de lui, aurait été atteinte. Le fait est qu'une fille assise à la porte de l'Hôtel de l'ancien ministre, a reçu une balle qui l'a légèrement blessée.

Le citoyen Thiers se trouvait encore, en ce moment, à l'Assemblée.

Aucune explosion ne s'est fait entendre. Il en faut conclure que la balle est partie d'un fusil à vent. Cette nouvelle n'a pas laissé que de produire une certaine émotion.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Fin de la séance du 5 août.

Présidence du citoyen Armand MARRAST.

Le citoyen Victor LEFRANC : Puisqu'il est question des bureaux, je parlerai des comités. (On rit.) Tous les comités devraient être de soixante membres, d'après le règlement. Eh bien! il y en a qui ont soixante-treize membres, d'autres qui en ont beaucoup moins. Le comité des travaux publics est dans ce dernier cas. Pourquoi? Parce qu'on ne lui envoie rien. Veut-on que le comité des travaux publics soit dépourvu de toutes ses prérogatives, de tous les travaux de sa compétence? Ainsi on lui a dernièrement enlevé le projet sur le rachat du chemin de fer de Lyon.

Le citoyen DESLONGRAIS : C'était une question de finances.

Le citoyen LEFRANC : Nous ne pouvons accepter cette situation. Le comité des travaux publics cessera bientôt d'exister... Il est en très-petit nombre. On lui enlève tous ses travaux. J'appuie le ren-

voi du projet au comité des travaux publics.

Le citoyen Flocon appuie le renvoi aux bureaux. Ils examineront sérieusement, dit-il, s'il vaut mieux que l'Assemblée reste ici ou s'il ne serait pas plus digne et plus convenable que le souverain reprenne sa place aux Tuileries (Bruit.)

Le citoyen LUNEAU : Aux Tuileries... pour y abîmer tant de belles galeries, tant de travaux d'art!

Le citoyen Laforest demande le renvoi au comité des travaux publics. C'est une question d'art.

La chambre est consultée sur le renvoi.

Deux épreuves sont déclarées douteuses par le bureau. On procède au scrutin de division. Les cartons blancs doivent être pour le renvoi aux bureaux, les cartons bleus pour le renvoi au comité des travaux publics.

Nombre des votants,	504
Cartons blancs,	358
Cartons bleus,	236

La chambre prononce le renvoi du projet dans les bureaux.

Le citoyen président : L'ordre du jour appellerait la discussion de la loi sur le jury; mais, attendu l'heure avancée et l'extrême importance de cette loi, nous la remettons à lundi. (Oui! oui!) Nous allons nous occuper de pétitions.

L'Assemblée entend les rapports sur plusieurs pétitions.

La séance est levée à 5 heures et demie.

ÉLECTIONS MUNICIPALES DE LA GUILLOTIÈRE.

Ainsi que nous l'avons dit, la liste présentée par la démocratie de la Guillotière a triomphé complètement dans toutes les sections. Un second tour de scrutin a eu lieu hier dans plusieurs sections où certains candidats n'avaient pas obtenu la majorité absolue; et malgré tous les efforts de nos ennemis, la victoire est restée aux républicains.

Voici en conséquence la liste des conseillers de cette ville :

Première Section. — Lambert. — Vail. — Chenevat. — Grivau.

Deuxième Section. — Clerc (Claude). — Gauthier. — Hénon. — Gros (Pierre).

Troisième Section. — Cerdon. — Valfin. — Ducharme. — Perrard.

Quatrième Section. — Cornu. — Combre. — Vivier. — Guibal.

Cinquième Section. — Bourdaret (Baptiste). — Barbecot. — Gravier. — Armand.

Sixième Section. — Modérat. — Perret. — Hervier. — Galofre (Emile).

Septième Section. — Garnier (Victor). — Bolian. — Paillet (Jean). — Vaudet.

Huitième Section. — Granjas. — Gauthier. — Tardy. — Bouvard (Jean-Baptiste).

Neuvième Section. — Grillet père. — Coignet (François) — Bouilloux (Antoine). — Guilloux (Jacques-Antoine).

NOTA. A l'instant, nous aprenons que nos renseignements sont tant soit peu inexacts. Dans deux sections on a procédé à un second tour de scrutin; le résultat ne nous est pas encore connu; mais il ne peut modifier sensiblement la liste ci-dessus.

Chronique locale.

On nous communique, avec prière d'insertion, la note suivante :

Le club du Grand-Séminaire, dans sa séance du 3 août, sur la proposition faite par le citoyen Moulin, l'un de ses membres, a adopté les conclusions suivantes : « Considérant que la proposition faite par le citoyen Proudhon à la tribune de l'Assemblée nationale avait pour but de porter un remède énergique à notre triste position politique, et financière en organisant le crédit sur des bases vraiment démocratiques; que cette proposition était toute dans l'intérêt des classes laborieuses, il a été arrêté : Qu'une adresse de félicitations serait envoyée au citoyen Proudhon de la part du club, que dans cette adresse il serait contenu des éloges au citoyen Greppo, représentant du peuple, membre et fondateur dudit club, pour avoir eu seul le courage de soutenir par son vote l'un des plus fervents apôtres du socialisme.

— Nous recevons encore la communication qui suit :

Comment se fait-il que les faiseurs de recensement qui, dernièrement, ont parcouru le quartier de l'Antiquaille, n'aient oublié de porter sur leurs listes aucun des frères infirmiers ou domestiques de cet hospice, excepté, toutefois, les chirurgiens internes qui, eux aussi, font partie du personnel de la maison?

Serait-ce que l'on ne considère pas ces messieurs comme y ayant leur domicile réel? Cependant ils n'en ont pas d'autre et se trouvent sous ce rapport tout-à-fait dans la même position que certains idiots que l'on a bien pris soin de ne pas oublier et qui sont allés aussi gravement qu'il leur a été possible déposer leur vote dans l'urne électorale.

Il faut avouer toutefois que la chose est singulière et nouvelle; que dans une maison où il y a d'un côté des hommes atteints d'aliénation mentale et d'un autre des hommes qui sous ce rapport se portent bien, l'on prenne

précisément les premiers pour élire des conseillers et que l'on ne se préoccupe pas du tout des autres. C'est probablement une mauvaise plaisanterie que les recenseurs ont voulu faire à notre conseil municipal.

— Avant-hier dimanche, à neuf heures du soir, les promeneurs attardés qui revenaient du bois de la Tête-d'Or, ont été scandalisés par la vue d'un prêtre qui se promenoit avec une jeune femme sur la digue, et qui répondait avec assez d'insolence aux personnes qui, étonnées de ce spectacle, lui demandaient si un prêtre devait, à une telle heure, prendre avec sa compagne une route solitaire.

Interpellé pour savoir si c'était une leçon de morale qu'il pensait donner, il a répondu qu'il était aussi libre que tout autre. Les témoins du fait pensent au contraire qu'il y a une différence bien grande entre le décorum que doivent garder des hommes mariés et la conduite que doit tenir celui qui a fait vœu de chasteté.

— La nuit dernière, un horrible assassinat a été commis sur un jeune homme, ouvrier chapelier, demeurant dans les bâtiments de l'ancienne Commanderie de Saint-Georges.

Les assassins ont escaladé la terrasse du côté du quai de la Liberté; ils ont pénétré dans la chambre où dormait ce malheureux, l'ont saisi à la gorge et lui ont porté trois horribles coups de couteau. Ils se sont enfui le laissant pour mort, emportant la montre de la victime et 18 fr. en argent.

L'infortuné jeune homme est dans un état désespéré; il parle à peine et n'a pu donner aucun renseignement sur ses meurtriers, si ce n'est qu'ils étaient plusieurs et qu'ils portaient des blouses. Ils devaient parfaitement connaître les lieux, car ils n'ont fait aucun bruit; ils ont profité pour accomplir leur crime, de circonstances connues des seuls habitants de la maison. La justice informe.

— Le Préfet du Rhône donne avis que toutes demandes formées dans le but de jouir du bénéfice du décret rendu par l'assemblée nationale le 5 juillet 1848, en faveur des associations entre ouvriers ou entre patrons et ouvriers, devront, en conformité des prescriptions du ministre de l'agriculture et du commerce, être déposées à la préfecture pour être transmises à leur destination.

— Avant-hier, un enfant de 15 ans, s'amusant sur le bord de l'eau, près du bassin du quai Dauphin, étant monté sur un wagon, s'est laissé tomber et se fit une blessure grave, dont il est mort à l'hôpital.

— Le citoyen Bertachon, rue St-Georges, 45, prie les citoyens qui ont reçu des copies de la pétition pour la demande d'amnistie, de vouloir bien les lui faire remettre de suite.

— Le général Oudinot a inspecté avant-hier le 10^e régiment de cuirassiers cantonné dans les environs de Villefranche.

— La chasse sera ouverte dans les départements de la Loire, de Saône-et-Loire, de l'Ain et de l'Isère, à dater du 25 août.

— Le 4 septembre prochain, à midi, il sera procédé devant le maire de la Guillotière, à l'adjudication de l'entreprise des travaux de pavage à exécuter dans la partie de la rue Boileau.

— Le Tribunal civil de Lyon a voté un secours personnel de 500 francs en faveur des ouvriers sans travail. Les membres de la Cour d'appel ont souscrit pour une somme de 3,000 francs.

— Le Maire de la ville de Lyon donne avis que les bons de subsistance délivrés par l'administration municipale aux ouvriers sans travail, devront être présentés, tous les jours non fériés, par les fournisseurs, au bureau de la Comptabilité, de onze heures du matin à deux de relevée, pour être vérifiés et réglés. Il sera remis, en échange, aux porteurs de bons, des récépissés indiquant les jours où le paiement aura lieu; à cet effet, les mandats devront toujours être retirés de neuf à onze heures du matin.

— La réaction avait trouvé le moyen de se débarrasser des amis de la République en les faisant incarcérer. Plusieurs membres du comité révolutionnaire de Rive-de-Gier avaient été arrêtés sans motifs, nous pouvons le dire, puisqu'on s'est vu contraint de les relâcher faute de preuves. Nous recevons à cet effet la lettre suivante :

Rive-de-Gier, le 7 août 1848.

Citoyen rédacteur,

Nous sommes enfin sortis des prisons de la République. Messieurs de la réaction, presque triomphants partout aujourd'hui, nous guettaient depuis long-temps. Les calomnies aussi infâmes qu'ordurières qu'ils faisaient vomir contre nous par leur journal, l'Avenir Républicain de Saint-Etienne, portaient déjà leurs fruits, lorsque l'insurrection de juin est venue tout-à-coup leur fournir une belle occasion. Ils l'ont mise à profit. Quelques jours après, nous étions entraînés en prison, la chaîne au cou, sous l'inculpation la plus mensongère qui fût jamais. Nous sommes accusés de provocation au massacre d'une

certaine classe de la société. Comme preuves à l'appui, on fait des rapports aussi odieux que faux sur notre conduite dans quelques circonstances, on invente une correspondance avec les accusés du 15 mai et les insurgés de juin ; puis on nous fait tenir des propos aussi violents qu'insensés.

Inutile de dire qu'on n'a trouvé ni correspondance, ni témoins qui eussent entendu de pareils propos, et que rien n'est plus facile de prouver que notre conduite a toujours été à l'abri de tout reproche. Mais ces Messieurs sont tout-puissants ; ils veulent qu'on nous tienne en prison ; ils en ont besoin, cela suffit ! Malgré l'affirmation la plus formelle à cette demande de l'interrogatoire, pouvez-vous prouver ce que vous avancez ? Malgré toutes les preuves offertes à l'appui, on nous a tenu huit jours au secret le plus absolu, et nous a ons attendu un mois entier le bon plaisir de la justice pour nous faire mettre en liberté.

C'est qu'on ne nous pardonne pas le dévouement sans bornes que nous avons toujours montré pour la République démocratique, le zèle infatigable avec lequel nous l'avons servie depuis février ; c'est qu'on nous pardonne bien moins encore l'instruction républicaine et sociale que nous nous sommes efforcés de graver dans le cœur de nos frères les prolétaires ; car c'est opposer par là une barrière insurmontable à tout retour de privilège, ce qui leur donne le vertige rien que d'y songer.

Que ces messieurs triomphent donc, maintenant qu'à l'aide de mensonges infâmes ils ont fait emprisonner les uns, fuir les autres, et qu'ils réussissent chaque jour à ôter le pain de la main à ceux qu'ils ont remarqués pour avoir la conscience de leurs droits. Qu'ils triomphent bien !... Leurs calomnies nous honorent, elles sont nos titres de recommandation, et les chaînes qu'ils nous ont fait porter restent au souvenir de nos concitoyens, comme la marque évidente des efforts que nous avons faits et que nous ne cesserons de faire pour le bonheur de l'humanité.

T. PETITJEAN.

— L'impartialité que nous voulons garder dans la querelle du personnel des théâtres, nous fait un devoir de publier cette lettre.

Lyon, le 7 août 1848.

Citoyen Rédacteur

Dans le P. S. de la lettre que le citoyen Ambroise a publiée dans votre journal d'hier, il existe un mot injurieux adressé aux employés du Grand-Théâtre, qu'ils ne peuvent laisser passer sous silence ; nous comptons sur votre impartialité pour insérer notre réponse.

Le signataire, il faut en convenir, en ami bien zélé, a été maladroît dans cette circonstance ; nous n'en félicitons pas ses camarades du Grand-Théâtre, car, pour nous laver de l'injure de calomnieux, nous n'avons qu'à renvoyer les lecteurs à l'arrêté du citoyen maire du 9 mars et au *Moniteur* du 12 avril.

Nous ne voulons pas aller plus loin ; nous sommes assez peinés de la publicité qui a été donnée à cette affaire qui, en fait, ne doit retomber que sur les commissaires-gérants de la société du Grand-Théâtre.

Nous espérons, citoyen rédacteur, ne plus être obligé de vous importuner, nous réservant cependant le cas où des attaques directes nous imposeraient l'obligation de répondre.

Salut et fraternité.

Les délégués des employés du Grand-Théâtre,
ROBERT, FLACHAT aîné, CHAPOLARD, Paul.

Allemagne.

SCHLESWIG-HOLSTEIN. — DE LEDER, 1er août. — Nous apprenons d'une source digne de foi, que nos troupes n'entreront pas dans le Jutland, et que les Prussiens seront remplacés par le neuvième corps d'armée. Le quartier-général du comte de Rangel est à Apenrade. On dit que la Russie a dernièrement adressé une note secrète au cabinet prussien, portant que l'entrée des Albanais dans le Jutland serait considéré comme un *casus belli*.

S. A. I. l'archiduc Jean, pour établir son séjour permanent à Francfort, s'est démis des fonctions de lieutenant de S. A. I.

DU RHIN, 24 juillet. — On nous écrit de Nage, que le gouvernement est à la veille de conclure un traité de commerce et de navigation avec la Prusse. Il s'agit seulement d'en faire part au gouvernement allemand. On pense que ce traité sera très avantageux à l'Allemagne en général. On assure que la commission centrale de la navigation du Rhin, a déjà reçu communication de ce document.

FRONTIÈRES DE LA VALACHIE, 21 juillet. — Le gouvernement provisoire s'est constitué ; le métropolitain en restera le chef. Le commissaire turc, à Jassy, a protesté contre l'entrée des troupes russes dans la Valachie. La Porte-Ottomane veut reconnaître le gouvernement provisoire, pourvu qu'il ne porte aucune atteinte à ses droits de souveraineté.

D'après une lettre de Jassy, du 22 juillet. Le nombre des troupes russes dans la Moldavie, s'élève à 18,000 hommes. Le choléra a enlevé 10,000 personnes.

PRUSSE. — BERLIN. — Un nouveau cas de choléra a été signalé. Le malade a été transporté à l'hôpital de la Charité.

Angleterre.

LONDRES, 4 août 1848. — La séance du parlement, dans les deux Chambres, n'a offert aucun intérêt aujourd'hui.

IRLANDE. — CLONMEL, 6 août. — Ce matin les détenus de la prison de Clonmel se sont révoltés. Les geôliers ont

fait feu sur eux et en ont blessé huit, dont trois mortellement. Il y a 400 détenus dans les prisons.

Hier soir, O'Donnell de Baliboe, chef des rebelles de Carrick, a été arrêté.

C'est un homme qui possède des biens considérables. M. O'Rian junior, de Carhel, est aussi arrêté. Il appartient à une famille considérée. Son père a un revenu de 500 liv. sterl.

Lundi dernier, Doheny errait dans les bois de Kilkor-nay avec 200 hommes. M. O'Rian était avec lui. Avant le soir il s'est dirigé vers la forêt de Lord-Armond à Gannyricken, comté de Kilkenny. M. O'Rian marchait vers Balliboe, quand il a été pris. S'ils avaient attendu que la récolte fût faite, tout le pays se serait jeté dans l'insurrection. M. J. O'Brien est déguisé en paysan errant au hasard, on suppose qu'il s'est dirigé vers le côté de Wexford.

Dans plusieurs endroits, on a saisi des quantités d'armes à feu et des piques.

La récolte en pommes de terres et en grains sont admirables.

Nouvelles diverses.

TRIBUNAUX. — Le citoyen Pagnerre, représentant et ancien secrétaire du gouvernement provisoire, a fait citer devant le tribunal correctionnel de la Seine (6^e chambre), le citoyen Victor Bouton, auteur d'un ouvrage intitulé : *Profils Révolutionnaires*, paraissant par livraisons, et dans l'une desquelles le citoyen Pagnerre a cru voir des passages portant atteinte à son honneur et à sa considération. Le citoyen Chaix, imprimeur, a été compris dans la plainte, comme complice de la diffamation.

Aujourd'hui, à l'audience, le citoyen Victor Bouton a soutenu que dans la biographie par lui faite du citoyen Pagnerre, il l'avait attaqué non comme particulier, mais comme fonctionnaire public ; en conséquence, s'appuyant sur les dispositions de la loi du 8 octobre 1830, il a décliné la compétence du tribunal et a demandé à être renvoyé devant le jury.

Le citoyen Victor Lefranc, membre de l'Assemblée nationale, avocat du citoyen Pagnerre, a insisté pour que le tribunal se déclarât compétent et pour que la cause fut jugée au fond.

Le tribunal a renvoyé à huitaine son jugement sur l'exception d'incompétence.

— Le 19 de ce mois, une des chaînes du pont de Pesth s'est rompue, et plus de deux cents personnes qui étaient sur les pontons ont été submergées par la secousse. On en a sauvé un grand nombre, mais beaucoup d'autres ont disparu, sans qu'on sache au juste combien cet accident a fait des victimes.

— Il était question, à l'Assemblée, de la résolution prise par un certain nombre de représentants, de demander l'appel à la barre d'un journal légitimiste (la *Gazette de France*), dont on se passait les numéros de banc en banc.

— Le 3 de ce mois, à dix heures du soir, un terrible incendie a éclaté dans l'établissement du citoyen David, mécanicien à Paris. La violence du feu était si grande, qu'il a été impossible de s'en rendre maître. Un vaste atelier, dans lequel se fabriquaient les boîtes employées par la manufacture des tabacs a été la proie des flammes.

La lueur des flammes projetées sur Paris a fait croire à un météore.

— On lit dans le *Bien Public* :

Le général Changarnier a reçu hier, pendant la séance, deux démentis : l'un du citoyen Ledru-Rollin, et l'autre du citoyen Marrast. Nous sommes dans la nécessité de lui en donner un troisième. Il a déclaré devant la commission d'enquête que le 16 avril il avait trouvé à l'Hôtel-de-Ville le citoyen Lamartine inquiet et ne prenant aucune mesure. Or, c'est juste le contraire qu'il déclarait le 16 avril au soir rue Joubert, en présence de personnes dignes de foi, qui nous autorisent à citer leurs noms, dans le cas où le général Changarnier se trouverait exposé à une nouvelle absence de mémoire.

— La proclamation solennelle du duc de Gènes a eu lieu à Palerme, dans la nuit du 10 au 11. Les vaisseaux français et anglais, qui étaient dans le port, ont tiré des salves en l'honneur du nouveau monarque, Albert-Amédée 1er. Le serment à prêter par le roi de Sicile est ainsi conçu :

« Moi, roi des Siciliens, je jure et promets devant Dieu et par les saints Evangiles d'observer la constitution du royaume de la Sicile, en vertu de laquelle je suis appelé à régner. »

Le roi représentera la Sicile dans ses rapports avec les autres puissances. Le domicile des citoyens est inviolable. La parole et la presse sont libres. L'enseignement est libre. L'enseignement public sera gratuit. Le secret des lettres est inviolable. Ruggiero Settimo sera sénateur de droit et pour la vie avec les honneurs de président du sénat.

— Il paraît que les négociations ont été entamées pour donner au duc de Gènes, roi des Siciliens, pour femme une nièce de S. M. la reine d'Angleterre. On dit encore que le pape Pie IX viendrait couronner Albert-Amédée 1er à Palerme.

Ces deux dernières nouvelles, reproduites par quelques journaux de Palerme, méritent confirmation.

— Nous apprenons d'une source digne de foi, dit la nouvelle *Gazette de Prusse*, organe du parti de la réaction absolue, que dans la nuit du 20 juillet, à trois heures, le général de Below est parti pour Vienne, portant au vicairé-général de l'empire la nouvelle que les troupes prussiennes ont formellement refusé de lui rendre hommage en sa nouvelle qualité.

— Un grand nombre de témoins, de Bruxelles, de Gand, de Courtray et d'autres localités viennent d'être assignés pour être entendus à la cour d'assises de la province d'Anvers, le mercredi 9 août, dans l'affaire du complot contre la sûreté de l'Etat, dite affaire de *Risquons-Tout*. Il paraît qu'il a été également question de faire citer, par voie diplomatique, des témoins domiciliés à Lille et dans d'autres villes françaises. Nous ignorons s'il a été donné suite à ce projet.

On présume que ce procès, dans lequel figureront 31 accusés présents, et un très grand nombre de témoins, durera plus de quinze jours.

Le directeur-gérant, FAURES.

Lyon. — Imp. veuve ARN, gr. r. Mercière, 44.

BAINS CALORIQUES

VAPEUR SÈCHE,

Rue BOURBON, 34, (à l'entre-sol) à LYON.

Fort de ses nombreux succès, des cures merveilleuses qu'il a obtenues, et dont au besoin il peut donner des preuves authentiques, M. DUCROCQ a l'honneur de recommander au public son établissement de BAINS CALORIQUES à vapeur sèche avec aromates.

Ces bains se composent de minéraux, tels que fer, cuivre, pierres, chauffés dans un four aérien, le tout soumis au choix et à l'appréciation de MM. les médecins. Par cette préparation, fruit d'études et d'expériences sâres, toutes les maladies réputées incurables seront immédiatement soulagées et guéries après un temps plus ou moins long. Ce nouveau mode de traitement, qui remplace avec avantage l'action des eaux thermales sulfureuses, active la circulation du sang, facilite l'épanchement des eaux, adoucit et blanchit la peau, en détruit toutes les maladies, anéantit à jamais les dartres de quelque nature qu'elles soient, lors même qu'elles dateraient de vingt ans. En un mot, rien ne résiste à l'action épurative de cette vapeur sèche.

Affections scrofuleuses ou humeurs froides, engorgements des glandes lymphatiques, dérangements, tout se dissout ; les douleurs provenant d'anciennes blessures sont toujours calmées ; les vieilles plaies fangeuses, les gangrènes sont toujours guéries ; l'engourdissement des membres, la raideur des nerfs, les maux de syphilitiques et leurs affreuses conséquences, les pustules plates répandues sur tout le corps, les inflammations et rougeurs des yeux, les douleurs de goutte, les rhumatismes chroniques les plus rebelles, tout s'évanouit en peu de temps, dix jours de traitement amènent une amélioration telle que le malade quitte bâton et béquilles : l'enflure de jambes, quelle qu'en soit la nature, se dissipe en moins de douze jours ; les tumeurs ankyloïses ou enflures sont toujours radicalement guéries ; les ulcères corrosifs, les cancers oculaires et les cancers ulcérés, qu'aucune médication n'a pu soulager, sont complètement guéris ; la lèpre, enfin tout ce qui vient de l'im-pureté du sang, même le *noli me tangere* ou chancre ; les hémorroïdes, quelle qu'en soit l'importance, la fièvre, les courbatures, les dépôts de gale, obtiennent un prompt soulagement, ainsi que les dépôts de lait ulcérés, qui guérissent sans laisser de cicatrice. Quant aux chauds et froids, trois bains suffisent pour satisfaire entièrement la personne malade.

La RAGE, cette terrible maladie, est entièrement guérie, non seulement aussitôt la morsure, mais encore au premier accès, soit au bout de trente ou quarante jours. Nous ne saurions donc trop recommander l'emploi de ce moyen puissant de guérison aux malheureuses victimes de la RAGE.

On ne saurait trop appeler l'attention sur les succès merveilleux opérés dans les hémorroïdes ou scrofuleuses. Après avoir épuisé toute la médecine et essayé, pendant quinze ou vingt années, de toutes les eaux que l'on peut avoir découvertes, sans obtenir aucun soulagement à cette affreuse maladie, trois ou quatre mois suffisent pour en opérer la cure radicale, ainsi que pour d'autres plaies semblables, que l'on nomme en termes vulgaires : *vieilles gouttières*.

Il y a un médecin attaché à l'établissement. — On guérit radicalement du mal caduc.

Les bains caloriques remplacent avantageusement les eaux minérales, thermales et sulfureuses, en ce qu'ils ont une action plus prompte, plus énergique, et qu'ils n'exigent pas, comme les autres, l'opportunité de la saison ; le degré de chaleur sera approprié à la maladie et au tempérament de chaque individu.

Déjà plusieurs médecins parmi les plus distingués ont confié aux soins de M. DUCROCQ une foule de malades, et tous n'ont eu qu'à s'applaudir des résultats obtenus, résultats qui lui ont valu les suffrages de tous ces messieurs.

La réputation des bains caloriques à vapeur sèche, dont le résultat est positif et incontestable, est donc maintenant aussi bien établie que méritée, et il s'estime très heureux de pouvoir offrir à la société une invention qui a pour but de guérir ses semblables sans avoir recours à des procédés étrangers et ruineux.

N'oublions pas que les enflures de goutte sont souvent dissoutes en cinq à six jours.